International Meat Secretariat
www.meat-ims.org | 578 | mai 2017

CONTENTS

- Activités de l'OIV en matière de protection animale – Gros plan sur l'OIE
- La Russie et l'Union européenne pourront-elles un jour régler leur différend lié à la peste porcine africaine ?
- Investir dans l'avenir du porc
- Réservez vos dates pour les prochaines réunions des comités de l'OIV au mois d'octobre

Activités de l'OIV en matière de protection animale – Gros plan sur l'OIE

L'Office International de la Viande (OIV) œuvre main dans la main avec des organisations internationales et des partenaires de la chaîne agroalimentaire, partageant des avis d'expert avec des décideurs politiques et des parties prenantes sur toute une gamme de questions complexes d'ordre scientifique, politique et réglementaire.

L'accord de coopération conclu en 2003 entre l'OIV et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) couvre plusieurs activités d'intérêt commun. La gestion de la santé et du bien-être des animaux, ainsi que la contribution à la réduction des risques pour la santé humaine constituent des objectifs stratégiques essentiels.

Le réseau de l'OIV, qui travaille en étroite collaboration avec son conseiller scientifique, est bien placé pour fournir des avis pratiques sur des sujets tels que les critères fondés sur les résultats ou les éléments mesurables, qui reflètent les complexités du monde réel dès lors qu'il s'agit d'évaluer le bien-être animal. L'OIV défend le concept de «*One Health*», et est déterminé à faciliter l'identification d'outils grâce à ses compétences techniques, à ses informations et à ses bonnes pratiques.

L'OIV fait partie du Groupe de travail sur le bien-être animal chargé d'élaborer de nouveaux chapitres sur le thème du «bien-être des animaux dans les systèmes de production animale» appelés à être inclus dans le *Code terrestre*. Le mandat de ce Groupe de travail, couvrant la période entre 2002 et 2016, ne sera probablement pas renouvelé (proposition de l'Assemblée mondiale de l'OIE de mai 2017). Le Conseil de l'OIE propose toutefois de constituer «un nouveau forum qui continuerait de donner la possibilité de poursuivre l'engagement avec les différentes organisations de l'industrie et du secteur des ONG en faveur de l'élaboration et de la révision des normes de bien-être animal». L'OIV suivra de près ces objectifs de développement clés.

Le Comité de l'OIV sur la protection animale se réunit régulièrement pour examiner ses contributions en faveur de l'OIE et d'autres organisations internationales avec qui l'OIV a conclu des accords de coopération (FAO, Codex Alimentarius, et l'OCDE). L'OIV a également permis au secteur privé de participer activement au groupe de travail qui a élaboré la nouvelle spécification technique ISO/TS 34700:2016, *Gestion du bien-être animal - Exigences générales et orientations pour les organisations des filières*, publiée le 1er décembre 2016. Ce groupe de travail, qui a réuni des experts de toutes les régions du monde, comptait un large éventail de parties prenantes (secteur privé, autorités compétentes, ONG).

La protection des animaux est l'un des thèmes majeurs des congrès de l'OIV, de ses réunions régionales, et de ses colloques techniques. L'augmentation des préoccupations sociétales liées à la protection et la santé des animaux a été le sujet central du dernier Congrès Mondial de la Viande de l'OIV à Punta del Este, en Uruguay (novembre 2016, plus de 700 participants). Plusieurs sujets thématiques y ont été abordés:

- Qui élabore et met en œuvre les normes de bien-être animal, et en vertu de quels critères ?
- Quelles sont les stratégies visant à

I.M.S.
5 rue Lespagnol
75020 Paris
FRANCE

Tel:
33 (0)1 44 93 60 20

Fax:
33 (0)1 44 93 60 01

Editor: Hsin Huang
© I.M.S. Tous droits réservés

La reproduction, totale ou partielle, de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, est interdite sans l'autorisation préalable de l'OIV.

www.meat-ims.org

garantir bonne santé et bien-être ? Prennent-elles en compte les différences entre les systèmes de production ?

- Ces normes faciliteront-elles ou entraveront-elles le commerce entre entreprises et pays ?

L'élevage joue un rôle primordial dans l'agriculture et les économies du monde entier. Compte tenu de la diversité des systèmes de production animale, il est important de disposer d'une stratégie au niveau mondial et d'offrir des solutions qui fonctionnent au niveau local afin de répondre aux demandes croissantes en protéines animales tout en assurant la sécurité et la qualité alimentaires. L'OIV offre à ses membres une plate-forme leur permettant d'échanger des connaissances et des contacts, grâce à une approche fondée sur les faits et les données scientifiques et axée sur divers sujets en plus du bien-être animal, notamment la sécurité alimentaire, la durabilité, et la santé et l'alimentation humaines. Ces sujets présentent en réalité de nombreux liens d'interdépendance.

En résumé, l'OIV accorde la plus grande priorité à la promotion des échanges basés sur la science entre le secteur privé et les organisations internationales. L'OIE constitue à ce titre un partenaire essentiel pour les activités de l'OIV relatives au bien-être animal.

Prochains rapports/événements clés de l'OIE

1. La Commission des normes sanitaires pour les animaux terrestres de l'OIE (la Commission du Code terrestre) se réunit régulièrement pour s'assurer que le Code sanitaire pour les animaux terrestres reflète les informations scientifiques actuelles. Le Code terrestre contient des normes commerciales pour les animaux terrestres et leurs produits. Le rapport officiel de la dernière réunion qui s'est tenue du 13 au 24 février 2017 peut être consulté en cliquant sur Rapports de la Commission du Code terrestre. Il est régulièrement fait appel aux avis des Délégués des pays membres via la diffusion de propositions de textes et de textes révisés et, lors de chaque session générale, les Délégués débattent et adoptent officiellement les propositions de texte telles que les normes de l'OIE. Ces textes sont ensuite intégrés dans l'édition suivante du Code terrestre.

2. Pour les membres de l'OIV de la filière porcine, il est important de mettre en avant le nouveau chapitre proposé intitulé «Bien-être animal et systèmes de production porcine» (pages 205 à 225 de ce document): Chapitre consacré à la production porcine. Si votre organisation souhaite formuler des observations, soit par l'intermédiaire des autorités gouvernementales nationales soit par l'intermédiaire de l'OIV, contactez le siège social de l'OIV avant le 12 juillet 2017 afin que vos observations puissent être prises en compte lors de la prochaine réunion de la Commission du Code terrestre (septembre 2017).

3. La 85ème Session générale de l'Assemblée mondiale des Délégués de l'OIE se tiendra du 21 au 26 mai 2017. Elle rassemblera des représentants de 180 membres de l'OIE et des observateurs d'organisations internationales ayant signé un accord officiel avec l'OIE, ainsi que des organisations régionales et internationales et des invités.



L'Assemblée mondiale des Délégués de l'OIE examinera, en vue de leur adoption, diverses normes intergouvernementales couvrant les méthodes de contrôle des maladies animales, y compris celles relatives aux contrôle des maladies transmissibles à l'homme, à la sécurité du commerce international des animaux et des produits dérivés, ainsi qu'au bien-être animal. Les avancées de la mise en œuvre du 6ème Plan stratégique (2016-2020) seront également présentées.

Au cours de la Session générale, deux points techniques seront abordés par des interlocuteurs choisis pour leur expertise internationale reconnue.

1- Mesures mondiales visant à réduire la menace de la résistance aux antimicrobiens: progrès et opportunités pour les activités futures dans le cadre de l'initiative ‹One Health›;

2- Partenariats Publics Privés : attentes des partenaires du secteur privé à l'égard des programmes internationaux de développement en matière de santé animale et d'élevage.

La Russie et l'Union européenne pourront-elles un jour régler leur différend lié à la peste porcine africaine ?

Il semble que la peste porcine africaine qui sévit en Russie et en Europe de l'Est, de même que les différends entre les deux blocs générés par la maladie, soient hors de contrôle.

Les derniers chiffres publiés par l'organe de contrôle sanitaire russe, Rosselkhoznador, indiquent une forte augmentation des cas signalés dans les petites et les grandes exploitations porcines en Russie – passant de 45 cas en 2015 à 222 l'an passé.

Depuis la découverte de la maladie en Russie en 2007, un total de 629 cas a été dénombré parmi la population de porcs domestiques et plus d'un million d'animaux ont été abattus. Avec plus de 440 cas signalés dans la population de sangliers en Russie, le nombre total de bêtes touchées est grimpé l'an passé à 1.112 dans plus de 40 régions depuis 2007.

Cette année, d'autres cas ont déjà été signalés dans les régions de Moscou, de Transbaïkalie, d'Irkoutsk et de Krasnoïarsk.

Pour autant, la progression du nombre de foyers en Europe de l'Est et dans les régions de la Baltique a été plus rapide qu'en Russie, selon les chiffres avancés par Rosselkhoznador. L'organe de contrôle sanitaire indique qu'en Pologne, en Lituanie, en Lettonie et en Estonie, le nombre total de cas signalés parmi les porcs domestiques et les sangliers a atteint environ 3.000 depuis les premiers signalements en 2013.

«La dégradation de la situation de l'épizootie de peste porcine africaine dans les pays de la Baltique et de l'Europe de l'Est est beaucoup plus dynamique que dans la Fédération de Russie.

«Cette situation a conduit à des pertes non seulement dans l'industrie porcine, mais également dans les économies de ces pays défavorisés et de l'Union européenne dans son ensemble.

Le service vétérinaire officiel de l'Union européenne n'a eu de cesse de répéter qu'il avait pris des mesures complètes et efficaces pour empêcher une nouvelle propagation de la peste porcine africaine, et que la mise en œuvre de la Directive 2002/60/CE couvrait suffisamment tous les aspects des enjeux liés à la suppression des foyers et la prévention de la transmission de l'infection.

«Toutefois, le schéma actuel de la propagation de la peste porcine africaine dans les pays de la Baltique et de l'Europe de l'Est laisse entendre le contraire.

«Depuis 2011, Rosselkhoznadzor ne cesse d'annoncer le risque élevé lié à l'introduction et la transmission du virus de la peste porcine africaine au sein de l'Europe. »

L'inquiétude monte car une hausse des foyers a également été signalée dans d'autres pays d'Europe de l'Est comme l'Ukraine, le Bélarus, et, ces derniers mois, la Moldavie.

Alors que les autorités russes continuent d'exprimer leur inquiétude à l'égard de la manière dont l'UE gère le nombre de cas et la transmission de la maladie, la Russie maintient son embargo sur le porc et les produits à base de porc en provenance de l'UE.

Le différend porte sur le principe de régionalisation, qui permettrait les échanges à partir des régions d'un pays reconnues exemptes de peste porcine ou de maladie, même s'il subsiste dans le reste du pays un problème au niveau de l'état sanitaire.

Il concerne également la nécessité de réaliser une évaluation des risques basée sur des données scientifiques.

Cette situation va à l'encontre d'une décision de l'Organisation mondiale du commerce rendue en août dernier et confirmée en février de cette année selon laquelle l'embargo est illégal. D'après l'OMC, le refus de la Russie d'accepter les importations de certains produits de l'UE et d'adapter les certificats d'importation UE-Russie en conséquence

constitue un embargo sur les importations en provenance de l'ensemble de l'UE.

L'OMC a ajouté que cette mesure n'était pas fondée sur les normes internationales en la matière et qu'elle violait les règles de l'accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (l'accord SPS).

L'organe de règlement des différends de l'OMC a également critiqué les interdictions individuelles des importations en provenance de Pologne, de Lituanie et d'Estonie mises en place par la Russie.

La Russie a toutefois continué, au sein de l'OMC, de poser la question de savoir si les mesures de l'UE visant à contenir la transmission de la peste porcine africaine étaient suffisantes, mais la réponse de l'UE n'a pas été d'engager un débat sur la question car elle fait actuellement l'objet d'une procédure de règlement.

Contrairement à la position des autorités russes à l'égard des mesures prises par l'UE pour lutter contre la propagation de la maladie, un récent rapport produit par l'Autorité européenne de sécurité des aliments brosse un portrait plus positif d'un point de vue de l'UE. Le rapport indique que la maladie, qui est largement concentrée dans la population de sangliers dans les états baltes, se propage relativement lentement.

«L'analyse spatiale des pays touchés par la propagation de la peste porcine africaine chez les sangliers dans les pays touchés de l'UE révèle que la maladie se répand relativement lentement (entre 1 à 2 km/mois),» souligne le rapport.

Il ajoute qu'actuellement, les foyers de peste porcine africaine observés chez les sangliers en Estonie, Lettonie, Lituanie et Pologne peuvent être définis comme une épidémie à petite échelle, et la prévalence apparente du virus de la peste porcine africaine chez les sangliers a montré de manière générale une évolution régulière entre pays, le nombre d'échantillons positifs connaissant un pic en été et en hiver.

Il plaide pour le maintien de normes de biosécurité rigoureuses dans les exploitations porcines et l'adaptation des mesures de contrôle dans le secteur des exploitations familiales et sur les territoires de chasse.

En attendant, il semble que le différend entre la Russie et l'UE devrait se poursuivre au sein de l'OMC et qu'il y ait peu de chance de parvenir à un véritable règlement.

Chris Harris
Journaliste spécialiste de l'agriculture et de l'alimentation

Investir dans l'avenir du porc

Dans l'état du Minnesota, une nouvelle usine de transformation de viande porcine compte sur l'automatisation et l'optimisme. Prime Pork s'est ouverte à Windom (état du Minnesota) fin avril. Comme l'indique le Mountain Lake Observer/Butterfield Advocate, *« C'est peu de dire que cette entreprise est ultramoderne. Elle est largement reconnue comme l'usine de transformation de viande porcine bénéficiant de la plus grande technicité dans le pays. »*

Au milieu de l'été, lorsque Prime devrait fonctionner à pleine capacité, elle emploiera 350 personnes et abattra environ 6.000 porcs par jour.

Prime occupe une usine qui a été dirigée par PM Beef jusqu'à fin 2015. Pour procéder à sa rénovation, Prime a notamment lourdement investi dans l'automatisation, avec des robots de désossage. D'après les dirigeants de la société, le coût du remaniement devrait totaliser quelque 75 millions USD d'ici à ce que tout soit terminé.

Des fondamentaux solides

Prime Pork illustre deux tendances actuelles au sein de la filière viande des États-Unis.

Première tendance: les choses vont plutôt bien pour le secteur porcin en ce moment. Globalement, les prix du porc restent stables, et un rapport récent du *National Agricultural Statistics Service* du ministère américain de l'Agriculture indique des stocks de porc congelé en baisse de 17 millions de livres, soit environ 10 pour cent, pour le mois de mars. Des stocks de

porc moins importants peuvent être synonymes de prix de détail et de prix à la ferme plus avantageux. En outre, les stocks de jambon non désossé au cours du mois de mars ont reculé de 21 millions de livres, la plus forte baisse enregistrée au cours d'un mois de mars depuis 20 ans.

Les exportations de porc américain sont elles aussi solides. Selon l'U.S. *Meat Export Federation*, les exportations de porc en provenance des ports américains ont atteint plus de 197.000 tonnes métriques en février, soit une hausse de 15 pour cent par rapport à l'année précédente, et la valeur a augmenté de 17 pour cent, à près de 487 millions USD. Les exportations de porc américain de janvier et février ont progressé de 18 pour cent par rapport à l'an passé, et la valeur a augmenté de 22 pour cent. Le Mexique et le Japon continuent d'être d'excellents marchés pour le porc américain, et la Chine continue d'importer un volume important de viande porcine sous différentes formes.

Avec de telles données financières satisfaisantes, il n'est guère surprenant qu'une étude récente soutenue par l'*Iowa Pork Producers Association* (IPPA) ait constaté que la production porcine en Iowa, qui est l'un des états qui produit le plus grand volume de porc aux États-Unis, continue d'être la puissante épine dorsale de l'économie rurale de l'Iowa. L'IPPA estime qu'en 2017 l'industrie porcine en Iowa devrait rapporter 37,6 milliards USD en ventes, 756,4 millions USD en taxes d'État et locales, 1,56 milliards USD en taxes fédérales, et représenter près de 142.000 emplois.

Environ 65 pour cent de ces chiffres sont apportés par le secteur de l'abattage du porc et la filière transformation de viande porcine.

Rien que dans l'Iowa, il existe plus de 6.200 exploitations porcines et installations de production porcine, et chaque exploitation possède en moyenne 3.265 porcs. Certains de ces porcs finiront à l'usine Prime Pork dans l'état voisin du Minnesota.

«L'Iowa occupe depuis longtemps la première place du pays dans la production porcine en raison de sa proximité avec d'abondantes quantités de maïs et fèves de soja, les aliments principaux des porcs,» a indiqué le président de l'IPPA, Curtis Meier, un producteur porcin de Clarinda en Iowa. «Nous sommes fiers de notre position et heureux que la filière contribue aussi massivement à l'économie des communautés locales. L'étude montre ce que le porc fait pour le secteur rural de l'Iowa.»

À une époque où les économies rurales partout dans les États-Unis luttent pour leur survie, et où les régions rurales de chaque état voient davantage leurs résidents partir que rester, la force de l'industrie porcine en Iowa et dans le reste du Midwest américain souligne le fait que la production animale et la transformation de viande continuent de contribuer activement à la santé économique globale de la nation.

« Le client peut savoir... »

Mais qu'en est-il des acheteurs de produits à base de porc ?

Il s'agit là de la seconde tendance qu'illustre Prime Pork. De plus en plus, les consommateurs américains, s'inspirant de leurs cousins européens, veulent savoir d'où proviennent leurs denrées alimentaires, de quelle manière elles ont été cultivées ou élevées, et comment elles sont transformées avant d'arriver sur les étals des supermarchés. La tendance a donné lieu à une «*War on Big Food*» (Guerre aux grandes entreprises de l'agroalimentaire), comme le magazine *Fortune* l'a récemment qualifiée dans un de ses titres, signifiant par là que plus une société agroalimentaire est importante, plus ses produits et ses pratiques sont suspects. Chez Prime toutefois, «Le client peut savoir de quelle exploitation les porcs proviennent – comment ils sont élevés, avec quoi ils sont nourris, comment ils sont traités,» a déclaré Glen Taylor, l'un des principaux investisseurs de Prime, à la radio publique du Minnesota (MPR).

Taylor, né dans l'état du Minnesota, en sait long sur la manière de commercialiser un bon produit de détail que les consommateurs apprécient. Il est l'actionnaire majoritaire de Minnesota Timberwolves, une franchise de la *National Basketball Association* ainsi que du *Minneapolis Star-Tribune*, le plus grand quotidien du Minnesota. Classé parmi la première moitié de la liste des 400 Américains les plus riches selon le magazine *Forbes*, Taylor a fait fortune avec Taylor Corp., une multinationale de l'édition et de l'électronique.

Il a indiqué à MPR que les porcs transformés chez

Prime seraient suivis par producteur, et la société, les yeux rivés sur le marché de l'exportation, n'acceptera pas les porcs dopés à la ractopamine, un médicament favorisant la croissance interdit par la Chine qui se trouve être le marché porcin connaissant la croissance la plus rapide au monde. D'autres pratiques et procédures de Prime seront adaptées en réponse aux réactions et demandes des clients.

«Je pense que vous êtes à l'écoute de vos clients,» a-t-il déclaré lors de son interview avec la MPR. «Vous êtes à l'écoute du marché.»

Une étude menée l'an passé auprès de 5.000 consommateurs américains par le *Food Marketing Institute* a constaté que si le prix et la qualité demeuraient des critères essentiels dans les décisions des consommateurs relatives à leurs achats alimentaires, près de la moitié de ces décisions sont motivées par des «critères changeants», notamment les pratiques humaines de production animale, les protections environnementales adaptées, et le traitement équitable des travailleurs. En outre, ce sont les jeunes – les consommateurs de demain comme d'aujourd'hui – qui se préoccupent le plus de la manière dont l'alimentation est produite. Selon une enquête, 43 pour cent de la génération Y interrogée ne font pas confiance aux grandes sociétés agroalimentaires.

C'est toutefois le marché que vise Prime Pork: les consommateurs d'aujourd'hui et de demain qui vivent à l'ère de l'information et qui attendent de la transparence de la part des producteurs alimentaires.

Steve Bjerklie, collaborateur à la rédaction, magazine *Meat & Poultry*; correspondant à *The Economist*

Réservez vos dates pour les prochaines réunions des comités de l'OIV au mois d'octobre

Vous êtes cordialement invités à participer aux prochaines réunions des Comités de l'OIV, qui se dérouleront en son siège (5, rue Lespagnol, 75020 Paris).

Ces réunions sont réservées aux membres de l'OIV et sont gratuites.

3-4 octobre 2017	réunion du Comité sur l'alimentation et la santé humaines
4 octobre 2017	réunion du Comité sur la protection animale
5 octobre 2017	réunion du Comité sur la viande durable

Vous trouverez des informations complémentaires sur les programmes de ces réunions sur le nouveau site Internet de l'OIV, qui sera lancé dans quelques semaines.